

Le Président



	DEST	COPIE
PR		
CL		
DG		
DGA		
SAR		
SJ		
SI		
SOR		
SFM	<input checked="" type="checkbox"/>	
SEP		
COM		
SHD	<input checked="" type="checkbox"/>	
SRP		

Paul Champsaur
Président
Autorité de régulation des
communications électroniques
et des postes
7 square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Paris, le 4 septembre 2006

	Original	Copie
SFM	<input checked="" type="checkbox"/>	
UAI	<input checked="" type="checkbox"/>	
UDF	<input checked="" type="checkbox"/>	
UMM	<input checked="" type="checkbox"/>	

Objet : réponse de l'AFORST à la consultation publique sur le projet de décision portant sur la levée de la régulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national

Monsieur le Président,

L'AFORST tient à remercier l'Autorité de lui permettre de formuler ses commentaires sur le projet de décision cité en objet.

En premier lieu, elle juge utile de rappeler qu'en 2005, elle s'est positionnée en faveur de la régulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national pour les raisons suivantes :

- l'intégration de Wanadoo dans France Télécom¹ qui rend beaucoup plus difficile la prévention de ses comportements prédateurs déjà sanctionnés par la Commission Européenne ;
- l'annonce, dès cette époque, d'une offre d'« ADSL nu » de détail qui, couplée à une offre de téléphonie sur accès à large bande non régulée, représente un risque majeur de recul de la concurrence sur les marchés du haut débit et de la téléphonie ;
- l'absence de mise en œuvre effective des obligations de séparation comptable prescrites par le nouveau cadre et les analyses de marché de l'ARCEP, avec le risque de voir Wanadoo offrir des offres multiservices telle l'« ADSL nu », en concurrence frontale avec les offres des « dégroupés » et des FAI, sans aucune possibilité de contrôle de la formation de ses coûts ;
- Sur le marché de détail en 2005, l'absence d'un espace économique suffisant en dehors des zones dégroupées, qui a conduit à l'exclusion des FAI de ces zones, ou à l'obligation d'augmenter leurs tarifs, au préjudice de leur compétitivité avec les offres de Wanadoo.

¹ Depuis lors France Télécom a également intégré sa filiale Transpac.
AFORS Télécom
Association Française des Opérateurs de
Réseaux et Services de Télécommunications

- De manière générale, l'inexistence d'offres de gros totalement substituables à l'offre de collecte nationale de France Télécom, seul opérateur intégré à posséder des réseaux locaux et des volumes de clients sur tout le territoire qui lui permettent, et à lui seul, de proposer une offre nationale péréquée. Il en résulte, et de façon durable, que les offres de gros régionales ne peuvent être considérées comme totalement substituables à l'offre de collecte nationale.

Or, une majorité de ces risques restent aujourd'hui pertinents.

Le dégroupage qui permet aux opérateurs d'être le plus innovants et compétitifs en termes de prix stagne à 54% de couverture de la population nationale.

Le développement de la capillarité des opérateurs par le recours à des offres de gros d'accès large bande livrées à un niveau régional ou national selon leur taille reste donc nécessaire au-delà des zones dégrouées.

En effet, même si France Télécom a récemment autorisé les opérateurs tiers à pouvoir acheter à d'autres des fibres optiques pour accéder aux points de collecte régionaux de l'offre Bitstream (*GigaPOP*), le raccordement ces sites n'offre pas toujours une rentabilité raisonnable et dissuade ceux-ci de quitter l'offre de collecte nationale.

Surtout, le projet de décision sur les obligations de séparation comptable n'a été publié que le 29 juin 2006 et la consultation publique dont il a fait l'objet s'est achevée le 31 juillet.

Par conséquent, ces obligations comptables ne seront effectives que dans plusieurs mois et il faudra compter un à deux exercices comptables pleins pour évaluer leur pertinence au regard des obligations de transparence et de non discrimination justifiant les contraintes comptables pesant sur France Télécom. Ce délai est évoqué par l'Autorité elle-même dans l'extrait cité ci-après de sa décision 05-0281.

Or, précisément, les remèdes édictés par cette décision, en particulier, l'obligation de formaliser des protocoles de cession internes, avaient pour objectif d'instaurer un dispositif de transition, dans l'attente de la mise en œuvre effective de la séparation comptable, permettant de vérifier le respect par l'opérateur historique du principe de non discrimination précité et de prévenir d'éventuels comportements anticoncurrentiels :

« En effet, au niveau des offres livrées au niveau national, c'est-à-dire au niveau d'échanges entre les opérateurs de réseaux et les fournisseurs d'accès à Internet, et après la réintégration de Wanadoo, qui a rendu les flux financiers et techniques entre les deux entités préalablement distinctes moins transparents, l'effectivité d'un contrôle des pratiques éventuellement anticoncurrentielles de France Télécom peut être difficilement assurée en appliquant d'une façon cloisonnée les obligations de non discrimination et de séparation comptable :

- *pour le régulateur sectoriel, le contrôle de l'obligation de non discrimination est difficile voire impossible si les conditions de cessions internes au groupe France Télécom ne sont pas transparentes et formalisées ;*
- **les obligations de séparation comptable ne permettent en général de disposer de résultats validés qu'après leur audit, c'est-à-dire avec un décalage de l'ordre de un à deux ans, trop long compte tenu du rythme d'évolution du marché ;**
- *les autorités de concurrence ne peuvent s'assurer de l'absence de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de détail dans des délais compatibles avec le rythme d'évolution du marché que si les coûts et modalités d'approvisionnement sont préalablement transparents et formalisés ; dans le cas inverse, la reconstruction de ces coûts partir des éléments de réseaux d'un grand opérateur peut prendre plusieurs années » (souligné par nous).*

De la même manière, le Conseil de la concurrence, dans son avis du 31 janvier 2005 sur le projet de décision de l'Autorité concernant les marchés du haut débit notait que :

« S'agissant de la réintégration de Wanadoo au sein de France Télécom, elle pourrait faciliter la mise en œuvre des pratiques décrites ci-dessus dans la mesure où elle pourrait réduire la transparence des flux financiers entre les différents marchés concernés par les activités de France Télécom. Or, de cette transparence dépend la capacité des autorités de régulation, tant de l'ART que du Conseil, à vérifier l'application du principe de non discrimination entre France Télécom lui-même et ses concurrents pour l'accès au réseau et la conformité des prix de détail de France Télécom aux dispositions du droit de la concurrence. ».

Et *« **Cette séparation comptable n'apparaît cependant pas toujours suffisante. Elle doit aussi parfois être complétée par une véritable séparation fonctionnelle.** A cet égard, il appartient au régulateur sectoriel, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés par le législateur, de déterminer les mesures ou modalités qui pourraient être imposées à un opérateur verticalement intégré, disposant d'un monopole de fait sur la boucle locale, pour assurer ex ante, une égalité des opérateurs notamment dans les conditions d'accès à la boucle locale ou pour prévenir d'éventuels abus, tant sur les marchés « amont » que sur les marchés « aval » (souligné par nous)*

Quant à la Commission Européenne, elle a certes demandé à l'Autorité de reconsidérer son analyse du marché de gros des offres d'accès large bande livrée à un point national à l'issue d'une période transitoire d'un an, mais elle a également indiqué comme préalable à la dérégulation de ce marché, la mise en œuvre effective des obligations de séparation comptable :

*« as ARCEP acknowledges in the notification, that, when the obligations on LLU and regional bitstream will be properly enforced, **and in particular accounting separation**, regulation as proposed in this notification would no longer be necessary" (souligné par nous)*

Par conséquent, s'il n'est pas contestable que la situation du marché concerné a évolué, force est de constater qu'une condition essentielle, posée par le Régulateur lui-même, le Conseil de la concurrence et la Commission Européenne, pour mettre fin à l'actuel dispositif de régulation du marché des offres de gros d'accès large bande à un niveau national, n'est pas aujourd'hui remplie.

Enfin, nous souhaitons nuancer l'analyse du marché réalisée par l'ARCEP, alors que celui-ci est encore en pleine concentration : la seule absorption d'AOL par neuf cegetel, si elle se confirme, impacterait à la hausse la part de marché de France Télécom, en modifiant la comptabilisation d'environ 500 000 accès.

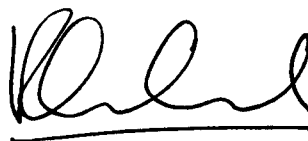
Dès lors, pour ces raisons, l'AFORST considère qu'il est prématuré de supprimer les obligations applicables à France Télécom en vertu de la décision 05-0281 avant la mise en œuvre effective des obligations de séparation comptable prévues par le projet de décision de l'Autorité, c'est à dire *a minima* la publication du premier audit sur la comptabilité réglementaire prenant en compte ces obligations.

Pour ce faire, l'AFORST propose d'introduire à l'article 1^{er} du projet de décision de l'Autorité, comme condition suspensive à la non reconduction du dispositif de régulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées à un point national, la mise en œuvre effective des obligations de séparation comptable comme décrite ci-dessus.

En outre, les restructurations importantes du secteur en cours pourraient avoir un impact sur la taille du marché des offres de gros large bande et sur ses caractéristiques concurrentielles, en renforçant la part de marché de France Télécom sur les offres de collecte DSL nationale. Cette conjoncture ne fait qu'ajouter aux raisons de proroger le dispositif actuel.

En espérant que vous voudrez bien prendre en compte nos commentaires dans la décision finale de l'Autorité, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Sincèrement



Richard Lalande